

Partie E
Notice Hygiène et Sécurité
du personnel

1. INTRODUCTION

1.1. OBJET DE LA NOTICE

La présente notice a pour objectif l'examen général des installations de la plate forme logistique avec les prescriptions législatives et réglementaires en matière d'hygiène et de sécurité du travail.

Ce document comprend une description :

- des conditions générales d'hygiène, de travail et de sécurité ;
- des moyens de prévention des risques d'accident ;
- des mesures de sécurité et de contrôle.

En ce qui concerne la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité du travail, les sociétés exploitantes directes des surfaces d'entreposage mises à disposition par la société HES Logistique conservent leur entière responsabilité. La responsabilité de l'exploitant dans ce domaine s'exerce par rapport à son personnel direct.

1.2. CADRE REGLEMENTAIRE

1.2.1. Réglementation nationale

La réglementation applicable dépend des textes relatifs au Code du Travail, au Code de la Sécurité Sociale, ainsi que de la réglementation particulière dont relève l'établissement au titre des installations classées.

1.2.2. Règlement intérieur de l'exploitant

Le règlement intérieur du futur site précisera notamment :

- les règles en matière d'hygiène et sécurité ;
- les règles générales et permanentes relatives à la discipline et notamment à la nature et à l'échelle des sanctions que peut prendre l'employeur.

Le personnel sera tenu d'observer les mesures d'hygiène et de sécurité édictées dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en vigueur, ainsi que les prescriptions de la Médecine du Travail.

Les règles s'appliqueront à l'ensemble des salariés de la société, y compris les personnes mises à disposition par une société de travail temporaire ou effectuant un stage dans l'entreprise.

2. ORGANISATION DE L'HYGIENE ET DE LA SECURITE

2.1. EFFECTIF ET HORAIRES DE TRAVAIL

On peut estimer l'effectif à terme de la plateforme en projet à environ 30 à 45 personnes.

Le rythme de travail sera le suivant:

- Horaires des bureaux : 05h-21h
- Horaires d'ouverture du site : 00h-24h

Le site fonctionnera environ 260 jours par an.

Le personnel de l'entrepôt travaille en 3 x 8 du dimanche 22h au samedi 22 h.

2.2. SURVEILLANCE MEDICALE

La surveillance médicale du personnel sera assurée par la médecine du travail, service médical externe à l'entreprise. Les visites médicales sont prévues et organisées :

- à l'embauche du salarié,
- pour la visite d'aptitude annuelle au poste de travail occupé,
- dans le cadre d'une visite de reprise du travail après arrêt (arrêt maladie de longue durée ou accident du travail),
- à la demande du salarié.

La médecine du travail pourra également participer ou être à l'initiative sur le site :

- de campagnes d'informations,
- d'études de postes,
- de consignes de sécurité en collaboration avec le responsable sécurité.

2.3. PREMIERS SECOURS

Plusieurs Sauveteurs Secouristes du travail seront répartis sur le site en fonction des postes. Les secouristes recevront annuellement une formation de recyclage dispensé par un moniteur agréé. Ces secouristes sont capables de porter secours à tout moment

au sein de l'entreprise à toute victime d'un accident du travail, dans l'attente de l'arrivée des secours spécialisés.

On trouvera dans l'établissement des armoires à pharmacie réparties dans l'ensemble de l'établissement.

Des rinces-œil et des douches de sécurité seront également installés.

En cas d'accident, suivant l'importance de la blessure, le blessé sera dirigé vers son médecin traitant ou sera pris en charge par les services de secours publics qui le transféreront vers le centre hospitalier le plus proche.

Une prise de connaissance journalière des soins sera assurée par l'encadrement. Les bons de soins seront systématiquement analysés ; une enquête approfondie par la maîtrise sur les circonstances ayant occasionné des soins bénins qui auraient pu avoir de plus graves conséquences sera effectuée en utilisant la méthode de l'arbre des causes.

3. HYGIENE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

3.1. HYGIENE DES LOCAUX SOCIAUX

3.1.1. Installations sanitaires – vestiaires

Des installations sanitaires et des vestiaires seront mis à disposition du personnel par sexe, en respect des prescriptions du Code du travail pour la mise en place de moyens permettant d'assurer la propreté individuelle des travailleurs.

Ces installations seront dans un état constant de propreté et nettoyées quotidiennement par une société extérieure.

Les réseaux et installations d'eau chaude sanitaire seront nettoyés et entretenus conformément à la réglementation en vigueur relative à la surveillance et à la prévention de la légionellose, avec par exemple :

- analyses du réseau,
- désinfection et nettoyage des circuits de distribution et des éléments de distribution (choc chloré par exemple),
- manœuvre quotidienne de tous les points d'eau par le personnel de nettoyage,
- vidange complète et nettoyage annuel des réservoirs de stockage d'eau chaude.

3.1.2. Locaux sociaux

Des locaux sociaux seront mis à disposition du personnel et seront nettoyés régulièrement par une société extérieure.

3.1.3. Réfectoire

Au niveau de chaque bâtiment comportant des bureaux/locaux sociaux, sera installée une salle de restauration équipée d'une cuisine. Le personnel qui travaillera dans les futurs bâtiments aura accès à cette salle afin de prendre ses repas.

3.1.4. Zones de travail

Le bâtiment sera nettoyé périodiquement par le personnel ou une société extérieure avec une balayeuse.

3.2. CIRCULATION DU PERSONNEL ET DES VEHICULES

La circulation des personnes dans l'enceinte de l'établissement sera signalée par :

- des panneaux indicateurs,
- un marquage au sol.

La circulation des véhicules sera également signalée par un marquage au sol. Des panneaux indicateurs seront mis en place pour :

- les zones et le sens de circulation des véhicules,
- la limitation de la vitesse,
- les numéros de quais,
- les zones de stationnement des véhicules.

3.3. AMBIANCES DES LIEUX DE TRAVAIL

3.3.1. Aération

L'assainissement des locaux sera assuré :

- naturellement dans les zones de stockage, les locaux techniques et les bureaux ;
- naturellement et mécaniquement dans les locaux de charge des batteries des chariots élévateurs.

3.3.2. Chauffage

Les températures des différents locaux seront adaptées à leur utilisation et aux méthodes de travail.

Des chaudières à gaz permettront d'alimenter le chauffage eau chaude des aérothermes dans les cellules d'entreposage. Les bureaux seront équipés de radiateurs électriques.

3.3.3. Eclairage

Les locaux seront éclairés naturellement par des baies vitrées et/ou par des lampes à incandescence ou tubes fluorescents. Les niveaux d'éclairement seront

adaptés à la nature des travaux à exécuter. Ils respecteront les valeurs minimales fixées par le Code du Travail en étant conçus pour éviter l'éblouissement et la fatigue visuelle.

Un éclairage de sécurité sera également mis en place sur le site. Lors d'une coupure de l'alimentation électrique du réseau, la visualisation et le balisage des chemins d'évacuation et des sorties de secours seront assurés par des blocs autonomes.

3.3.4. Ambiance sonore

L'intensité des bruits supportés par les travailleurs sera d'un niveau compatible avec leur santé et la législation. Une signalisation appropriée imposera, lorsque cela sera nécessaire (seuil > 80 dB(A)), le port des équipements de protection auditive.

4. SECURITE DU PERSONNEL

4.1. DISPOSITION GENERALES

4.1.1. Localisation des risques

L'exploitant est tenu de recenser, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant est tenu de déterminer pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques) qui la concerne. Ce risque doit être signalé.

Risque incendie :

Dans les établissements recevant des travailleurs, les locaux ou emplacements à risques d'incendie sont ceux où sont traitées, fabriquées et entreposées des matières susceptibles de prendre feu presque instantanément au contact d'une flamme ou d'une étincelle, et de propager rapidement l'incendie.

Les zones à risque d'incendie (les zones de stockage) ont été identifiées dans l'Etude de dangers (partie D) de ce dossier.

Risque explosion :

Dans certaines zones du site, une atmosphère explosive sera susceptible de se produire. Le zonage ATEX et le DRPE (Document Relatif à la Protection contre l'Explosion) seront réalisés avant le démarrage de l'activité.

4.1.2. Consignes générales de sécurité

Les consignes de sécurité seront présentées au personnel et affichées. Elles porteront notamment sur :

- consignes aux électriciens et aux non-électriciens ;
- consignes de sauvetage aux électrisés ;

- consignes générales d'incendie ;
- interdiction de fumer dans les lieux non autorisés ;
- dispositions à prendre en cas d'accident, d'incendie (protocole premiers secours à la personne) ;
- plan d'évacuation avec les numéros de téléphone des secours.

Toutes les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations feront l'objet de consignes d'exploitation écrites.

Tout le personnel ayant à intervenir sur le site devra respecter les règles de sécurité routière et plus généralement prendre connaissance du règlement intérieur et le respecter.

Le personnel extérieur à la société, présent sur le site pour intervention ou travaux, sera également tenu de respecter le règlement intérieur et les consignes particulières. Il devra se présenter à l'accueil afin de signaler le nombre et les noms des personnes présentes, de faire valider les autorisations nécessaires, de prendre connaissance des consignes générales et particulières du moment, et si nécessaire, des équipements de protection individuelle, et de se faire délivrer un permis de feu si l'intervention le nécessite.

4.1.3. Consignes d'exploitation

Les consignes et procédures spécifiques à chaque opération seront affichées et diffusées aux salariés.

4.1.4. Entreprises extérieures

Les principales dispositions prises par l'exploitant lorsque des entreprises extérieures interviendront seront les suivantes :

- l'obligation d'information préalable de toute entreprise avant intervention ;
- la communication aux entreprises extérieures des consignes de sécurité applicables à l'opération prévue ;
- si nécessaire, la communication du protocole de sécurité (chargement et déchargement), notamment pour les entreprises de transport ;
- si nécessaire, l'inspection commune préalable ;

- si nécessaire, l'établissement d'un plan de prévention, sinon l'établissement d'une autorisation de travail ;
- si nécessaire, l'établissement d'un permis de feu.

4.2. SECURITE DES EQUIPEMENTS ET DES INSTALLATIONS

4.2.1. Installations électriques

Avant chaque mise en service d'installation, il sera effectué une réception des installations électriques par un organisme agréé.

Dans le cadre de la réglementation en vigueur, les installations électriques seront vérifiées tous les ans par un organisme agréé.

Les éventuelles mises en conformité seront effectuées par une société spécialisée à la réception du rapport.

Les équipements métalliques seront mis à la terre.

Le transformateur sera situé dans un local spécifique dont les parois extérieures seront coupe-feu de degré 2 heures.

4.2.2. Appareils de levage

Pour la manutention des charges lourdes, des dispositifs mécaniques seront mis en place pour limiter les efforts : les transpalettes manuels, les chariots élévateurs auto-portés.

La protection des engins de manutention sera développée pour prévenir les accidents :

- Chaque conducteur de chariots sera soumis à un test d'aptitude cariste par un formateur habilité, avec la délivrance d'une autorisation de conduite ;
- La vitesse de circulation des chariots sera limitée ;
- La nature et le poids des charges seront indiqués et compatibles avec les possibilités techniques des engins ;
- Chaque appareil de levage sera équipé d'un cahier d'entretien et de maintenance ;

- Une vérification périodique des appareils de manutention sera effectuée par un organisme de contrôle agréé ;
- L'entretien des chariots sera sous-traité à une entreprise extérieure.

4.2.3. Vérification périodiques et réglementaires

Les vérifications périodiques suivantes seront réalisées, conformément à la réglementation (liste non exhaustive) :

Equipement / installation	Textes	Périodicité	Commentaires
ELECTRICITE			
Ensemble des installations électriques	Code du travail R-4226-14 à R4226-18 Arrêté du 26/12/2011	A la mise en service 1 an	Les non-conformités mises en évidence lors des vérifications périodiques seront corrigées soit par une société extérieure, soit par le personnel du site.
Dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté du 04/10/2010	1 an	Vérifications complètes et vérification visuelles réalisées en alternance
AMBIANCE DE TRAVAIL			
Moyens et dispositifs de signalisation sur les lieux de travail	Arrêté du 04/11/1993	A la mise en service 6 mois	-
Examens des installations d'aération des locaux à pollution non spécifique	Arrêté du 08/10/1987	1 an	-
Examens des installations d'aération des locaux à pollution spécifique sans système de recyclage	Arrêté du 08/10/1987	1 an	-
Examens des installations d'aération des locaux à pollution spécifique avec système de recyclage	Arrêté du 08/10/1987	6 mois	-
AMBIANCES PHYSIQUES			
Mesurage des niveaux sonores aux postes de travail	Code du travail (R.4431-1 à 4433-7) Arrêté du 19/07/06 Décret n° 2006-92 du 19/07/06	Au moins tous les 5 ans	En cas de modification des installations ou des modes de travail

Equipement / installation	Textes	Périodicité	Commentaires
Mesurage des vibrations aux postes de travail	Arrêté du 06/07/2005 Décret n0 2005-746 du 04/07/2005 Code du travail (R.4444-1 à R.4444-7)	Au moins tous les 5 ans	Mise à jour conseillée tous les 5 ans Lors du changement de matériel ou de la durée d'utilisation des différents matériels
Mesure des niveaux d'éclairément	Code du travail (R.4223-1 à 4223-12)	A définir *	* en fonction des règles d'entretien fixées par l'employeur
AMENAGEMENT DES LIEUX DE TRAVAIL			
Portes et portails automatiques et semi-automatiques	Arrêté du 21/12/1993 Code du travail (R.4224-12 et R.4224-13)	6 mois A la suite de toute défaillance	-
INCENDIE			
Moyen de secours et lutte contre l'incendie	Code du travail (R. 4227-39)	À la mise en service 6 mois	-
Signaux de sécurité, lumineux et acoustiques	Code du travail (R. 4227-39) Arrêté du 04/11/1993	À la mise en service 6 mois	-
Dispositifs de désenfumage	Code du travail (R. 4227-39) Arrêté du 05/08/1992	À la mise en service 6 mois	-
Installations fixes d'extinction automatique à eau de type sprinkler	CNPP / APSAD R1	6 mois	Pour information car règles privatives – Dépend de l'assureur
INSTALLATIONS THERMIQUES			
Existence et bon fonctionnement des appareils de mesure et de contrôle des installations thermiques	Code de l'Environnement Art. R. 224-20 à R. 224-30 Code de l'Environnement Art. R. 224-31 à R. 224-41 Décret n° 2009-648 du 09/06/09 Arrêté du 02/10/09	À la mise en service 2 ans	Chaudières d'une puissance comprise entre 400 kW et 20 MW. Dans le cas de nouvelles installations, le premier contrôle doit être réalisé dans les 24 mois suivant sa mise en service.
Rendement caractéristique des chaudières			
Contrôle de la pollution atmosphérique		À la mise en service 2 ans ⁽¹⁾ 3 ans ⁽²⁾	⁽¹⁾ Chaudières d'une puissance comprise entre 400 kW et 1MW ⁽²⁾ Chaudières d'une puissance comprise entre 1 MW et 20MW Dans le cas de nouvelles installations, le premier contrôle doit être réalisé dans les 24 mois suivant sa mise en service.
EQUIPEMENTS SOUS PRESSION DE GAZ			
Inspection périodique des récipients	Arrêté du 15/03/2000	40 mois	-

Equipement / installation	Textes	Périodicité	Commentaires
Requalification périodique des récipients	Arrêté du 15/03/2000	10 ans	5 ans si l'équipement contient un fluide toxique ou très toxique, ou corrosif vis-à-vis des parois
APPAREILS DE LEVAGE			
Chariots automoteurs à conducteur porté ; chariots automoteurs à conducteur accompagnant ; élévateurs de personnels motorisés	Arrêté du 01/03/2004 Code du travail (R.4323-22 à R.4323-28)	A la mise en service 6 mois	-
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT			
Contrôle des disconnecteurs	Code de la Santé (R.1321-57)	1 an	Par une personne habilitée
Vérification des niveaux sonores dans l'environnement	Arrêté du 23/01/1997 Arrêté du 20/08/1985	Dans les 6 mois après la mise en service 3 ans	Périodicité définie par arrêté préfectoral

4.3. PREVENTION DES ACCIDENTS DE TRAVAIL

4.3.1. Evaluation des risques professionnels

Un document unique, conformément au décret du 5 novembre 2001, transcrivant l'évaluation des risques pour la sécurité et la santé des travailleurs, sera réalisé par l'exploitant/par les sociétés exploitantes de la future plate-forme de stockage.

4.3.2. Prévention des risques d'explosion

Avant le démarrage des activités, la société HES Logistique réalisera le « document relatif à la protection contre les explosions » sur son futur établissement (au regard des décrets n°2002-1553 et n°2002-1554 du 24 décembre 2002 relatif aux dispositions concernant la prévention des explosions applicables aux lieux de travail et modifiant le chapitre II du titre III du Livre II du Code du Travail).

Ce document comprendra :

- une évaluation des risques d'explosion susceptibles d'être générés par des atmosphères explosibles avec la délimitation des zones à risques d'explosion (ATEX),

- ainsi que la définition des mesures nécessaires prises ou prévues par rapport à ces risques.

4.3.3. Equipements de protection individuelle

Des moyens de protection individuelle réglementaire seront mis à disposition du personnel :

- vêtements de travail,
- chaussures de sécurité,
- gants.

Une information sera mise en place sur les moyens de protection aux travailleurs. Dans certaines zones, ils pourront être obligatoires.

4.3.4. Formation

Chaque nouvel embauché sera formé à son poste de travail et recevra une formation relative à l'hygiène et à la sécurité du site, ainsi qu'à la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'accident.

Les consignes de sécurité seront commentées au personnel.

Le personnel affecté à la conduite des engins de manutention recevra une habilitation cariste.

4.3.5. Information et affichage

Le règlement intérieur sera affiché dans des endroits visibles des employés.

Un affichage visant à la sensibilisation au respect de la sécurité (et de l'environnement) sera réalisé sur le site avec notamment des informations régulières concernant la sécurité du personnel et :

- les consignes de sécurité,
- les plans d'évacuation du bâtiment,
- l'interdiction de fumer,
- les accès interdits à certains locaux.

4.3.6. Signalisation

Le site sera équipé d'un éclairage permettant l'évolution en sécurité du personnel.

Des moyens de signalisation adéquats seront mis en place de manière à ce que soient clairement perçus les matériels et machines susceptibles de présenter un danger pour le personnel :

- les zones à risque d'incendie ;
- les zones à risque d'explosion ;
- les zones électriques ;
- les zones de circulation des engins ;
- les zones de circulation des piétons ;
- les évacuations en cas d'incendie ;
- etc.

L'ensemble des locaux permettra l'évacuation rapide de tous les occupants (balisage de sécurité).

L'établissement balisera un ou plusieurs points de rassemblement du personnel.

4.3.7. Risque piétonnier / circulation

La vitesse de circulation des véhicules sur le site sera limitée et signalée. Les chauffeurs et salariés devront circuler avec prudence sur les voies autorisées dans l'enceinte de l'établissement et respecter les panneaux de signalisation routière.

Les lieux de travail intérieurs et extérieurs seront aménagés de façon à ce que la circulation des piétons et des véhicules se fasse de manière sûre.

4.3.8. Substances et produits dangereux

L'exploitant/Chaque société exploitante nommera un responsable chargé de la collecte, de la mise à jour et de la mise à disposition des fiches de données de sécurité (F.D.S) des produits dangereux mis en œuvre ou stockés sur le site. Ces FDS seront disponibles pour leur personnel sous format papier, ou sous format électronique.

Tous les produits utilisés seront étiquetés et présenteront les pictogrammes définissant les dangers.

4.4. PREVENTION INCENDIE ET EVACUATION DU PERSONNEL

Le bâtiment sera conçu et réalisé de manière à permettre en cas de sinistre, l'évacuation rapide de la totalité des occupants, l'accès de l'extérieur et l'intervention des services de secours et de lutte contre l'incendie, la limitation de la propagation de l'incendie à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment.

Les consignes précisant la conduite à tenir en cas d'incendie seront affichées dans les zones de passage les plus fréquentes. Ces consignes comporteront notamment :

- les moyens d'alerte,
- le numéro d'appel du chef d'intervention de l'établissement,
- le numéro d'appel des sapeurs pompiers,
- les moyens d'extinction à utiliser.

4.4.1. Dégagements

L'établissement possèdera des dégagements (portes, couloirs...) répartis de manière à permettre une évacuation rapide de tous les occupants dans des conditions de sécurité maximales.

Les issues de secours et le chemin vers la sortie la plus proche seront balisés par des blocs d'éclairage de sécurité autonomes et des blocs phares.

Le bâtiment disposera de sorties de secours débouchant directement sur l'extérieur et positionnées sur la périphérie du bâtiment ou débouchant sur une cellule protégée par un mur coupe-feu. Le positionnement des issues de secours permettra à tout poste de travail d'être localisé à moins de 50 m d'une issue et moins de 25 m dans les locaux en cul-de-sac.

4.4.2. Lutte contre l'incendie

Le chef d'établissement prendra toutes les mesures nécessaires pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement et efficacement combattu dans l'intérêt du sauvetage du personnel. *Voir Chapitre D : Etude des Dangers.*

La première intervention sera organisée à l'aide d'extincteurs adaptés aux risques et au moyen de RIA. Tous les dispositifs seront d'accès et de manipulation facile.

Le personnel sera formé à l'utilisation de ces matériels de lutte contre l'incendie.

Tous les dispositifs seront signalés durablement aux endroits appropriés et seront maintenus en bon état de fonctionnement et vérifiés tous les ans par une entreprise agréée.

4.4.3. Désenfumage

Le bâtiment projeté sera équipé en partie haute d'exutoire de fumée. Les exutoires sont positionnés à plus de 7 m de part et d'autre des murs séparatifs coupe-feu. Ces dispositifs sont à commande automatique et manuelle et leur surface n'est pas inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture. Les boîtiers de désenfumage, doublés, seront installés à proximité des sorties de secours.